

UE : c'est maintenant qu'il faut sortir

mardi 9 janvier 2024, par [Denis COLLIN](#)

UE : c'est maintenant qu'il faut sortir

L'une des obsessions d'Emmanuel Macron est la « souveraineté européenne ». Il répète cette formule à chaque fois qu'il en a l'occasion. Ainsi l'UE ne serait un ensemble d'accords interétatiques, mais une puissance souveraine. Ce qui implique naturellement que les nations composant l'UE ne seraient plus des nations souveraines, ce que M. Macron omet évidemment de dire. Sans doute, les « fédéralistes » européens se réjouissent-ils... mais cette « souveraineté », si elle pouvait exister n'en serait pas une puisque l'UE est une partie de l'OTAN, qui assure sa défense et celle de chacun de ses membres, même ceux qui ne sont pas membres de l'OTAN, et c'est donc l'OTAN qui oriente en dernier recours la politique étrangère de l'UE. Mais passons. On y reviendra. Pour l'instant, contentons-nous d'analyser le document adopté le 22 novembre 2023, « RAPPORT sur les projets du Parlement européen tendant à la révision des traités » et qui est transmis aux différents parlements nationaux.

Il s'agit, dit ce texte, de « remodeler l'Union » pour faire face aux urgences et notamment la guerre entre l'Ukraine et la Russie. Il s'agit aussi de préparer l'élargissement de l'UE, dans l'objectif d'une UE à 35 ou 42 membres — un élargissement de l'UE qui signifierait d'abord un élargissement de l'OTAN : « considérant que le cadre institutionnel de l'Union et, en particulier, son processus décisionnel, notamment au sein du Conseil, sont à peine adéquats pour une Union comptant 27 États membres ; considérant que la perspective d'élargissements futurs rend inévitable la révision des traités ; »

Après Maastricht, l'euro, Lisbonne, et quelques autres se prépare donc une nouvelle étape de la « construction européenne », antiphrase désignant la destruction des nations européennes sous la direction « inclusive » et « bienveillante » des agents de la classe capitaliste transnationale dont Ursula von der Leyen est une représentante archétypale. Pour mettre en œuvre les propositions issues de la conférence de mai 2022, il convient de mettre en œuvre « le renforcement de la capacité d'action de l'Union, en augmentant considérablement le nombre de domaines dans lesquels les actions sont décidées à la majorité qualifiée et selon la procédure législative ordinaire », autrement dit, dans toute une série de domaines où les directives et résolutions européennes demandaient l'unanimité, la majorité qualifiée suffira. C'est à une nouvelle perte de souveraineté nationale qu'il faut nous préparer.

Le texte propose de conférer un droit élargi au Parlement, institution supranationale, relativement à la Commission qui est nommée sur la base d'un accord des gouvernements. Il propose même que certains domaines importants deviennent de la compétence exclusive de l'Union : il « propose de conférer à l'Union une compétence exclusive en matière d'environnement, de biodiversité et de négociations sur le changement climatique ». Il s'agit de domaines si étendus qu'ils pourront fortement interagir sur tous les autres qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'Union.

En outre, le texte « suggère d'établir des compétences partagées sur les questions de santé publique ainsi que de protection et d'amélioration de la santé humaine, en particulier en ce qui concerne les menaces transfrontières pour la santé, la protection civile, l'industrie et l'éducation, surtout lorsqu'il s'agit de questions transnationales telles que la reconnaissance mutuelle des diplômes, des grades, des compétences et des qualifications ». Après cela, on se demande ce qui restera des compétences proprement nationales ! Si un ministre français de l'éducation nationale propose d'appliquer strictement la laïcité, il devra demander l'avis et l'autorisation à l'UE, composée de pays qui, dans leur grande majorité, ne reconnaissent pas la laïcité.

Telle est donc la révision des traités qui s'annonce et dont, évidemment, personne ne parle sérieusement dans la grande presse, trop occupée à parler des frasques et des supposés viols d'un acteur de nationalité russe...

Cette nouvelle étape est cohérente avec la pratique des coups d'État de Mme von der Leyen qui décide dans toute une série de domaines qui ne sont pas, pour l'instant, de sa compétence, sans qu'aucun gouvernement ne s'en offusque. Le texte du Parlement européen a été adopté, il faut le remarquer, à une faible majorité — même le très pro-européen polonais, Donald Tusk, l'a sévèrement critiqué. Les « souverainistes » en général n'ont pas suivi la ligne majoritaire. Remarquons que cette révision est explicitement dirigée contre les mauvaises têtes comme le Hongrois Orban. De son côté, le groupe de la gauche (GUE) qui comprend LFI s'est partagé, certains de ses membres militant pour la révision des traités. Il est vrai que sur le site de ce groupe on déplore que le « chantage d'Orban » fonctionne encore.

Pour ceux qui ne veulent pas voir, il sera bientôt difficile de nier l'évidence : l'UE est, dans ses visées, une véritable « prison des peuples ». Chaque révision resserre d'un cran le corset de fer. Dans le même temps, toutes sortes d'accords sont passés, directement dirigés contre les peuples européens, ainsi le récent accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande qui devrait permettre de liquider définitivement l'élevage ovin en Europe. Mais les peuples peuvent réagir : ainsi des dizaines de milliers d'agriculteurs allemands ont déferlé contre la taxation du diesel agricole.

Même les aveugles vont être obligés de voir qu'il n'y a pas d'autre issue que la sortie de l'UE. Le « réformisme » en la matière, de Tsipras à Hollande a montré qu'il n'était qu'une opération de camouflage. On peut dire que les Français ne sont pas prêts, qu'il faut préférer une stratégie progressive, qu'on peut casser de la vaisselle à Bruxelles à condition de ne pas faire de bruit... C'est penser qu'on pourra rôtir l'agneau sans qu'il s'en aperçoive ! Une de ces options, alternative à la sortie, serait de mettre en place une monnaie commune articulée à des monnaies nationales en lieu et place de la monnaie unique qu'est l'euro. Mais la position de l'UE est claire : si vous êtes dans l'euro et que vous sortez de l'euro, vous sortez de l'UE. C'est l'ultimatum qui fut lancé à Tsipras et qui a entraîné sa capitulation en rase campagne.

Quant à dire que les Français ne sont pas prêts, c'est présumer à l'avance de leur opinion. Rappelons qu'ils devaient, selon les experts, voter pour Maastricht comme un seul homme ; le « oui » l'a emporté de peu. Ils devaient ratifier le traité constitutionnel, foi de sondeur, le « non » l'a emporté haut la main. Gageons que si on met la révision des traités au référendum, ce sera une défaite nette et sans bavure des européistes.

De toute façon, les développements de la crise militaire, politique et économique ne nous laisseront plus beaucoup d'autre choix. Comme disait (presque) Caton l'Ancien, « UE delenda est », voici Rhodes et c'est là qu'il faut sortir.

Le 9 janvier 2024